

CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MARCHÉS DE SERVICES

TABLE DES MATIÈRES

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.....	3
Article 1 Définitions	3
Article 2 Notifications et communications écrites	3
Article 3 Cession	3
Article 4 Sous-traitance.....	3
OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
Article 5 Informations à fournir.....	4
Article 6 Assistance en matière de réglementation locale	4
OBLIGATIONS DU CONSULTANT	4
Article 7 Obligations générales	4
Article 8 Code de conduite et sanctions.....	5
Article 9 Conflit d'intérêts	6
Article 10 Exclusion.....	7
Article 11 Spécifications et dessins.....	7
Article 12 Responsabilités.....	7
Article 13 Dispositions en matière de santé, d'assurance et de sécurité	8
Article 14 Droits de propriété intellectuelle et industrielle	8
NATURE DES SERVICES	9
Article 15 Périmètre des Services	9
Article 16 Personnel et équipements	9
Article 17 Remplacement du personnel	9
Article 18 Stagiaires	10
EXÉCUTION DU CONTRAT.....	10
Article 19 Retards dans la mise en œuvre des tâches	10
Article 20 Modification du Contrat	10
Article 21 Horaire de travail.....	11
Article 22 Droit aux congés	11
Article 23 Informations	12
Article 24 Registres	12
Article 25 Vérification par les organes de l'UE.....	12
Article 26 Rapports d'avancement et rapport final	13
Article 27 Approbation des rapports et documents	13
PAIEMENTS ET RECOUVREMENT	13
Article 28 Vérification des dépenses.....	13
Article 29 Paiements et intérêts pour retard de paiement.....	14
Article 30 Garantie financière.....	16
Article 31 Recouvrement des dettes du Consultant.....	16
Article 32 Révision des prix.....	16
Article 33 Paiement au profit de tiers	16
DÉFAUT D'EXÉCUTION, SUSPENSION ET RÉSILIATION	17
Article 34 Défaut d'exécution	17
Article 35 Suspension du Contrat	17
Article 36 Résiliation par le Pouvoir adjudicateur.....	18
Article 37 Résiliation par le Consultant	19
Article 38 Cas de force majeure.....	19
Article 39 Décès	20

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

- 1.1. Les titres et sous-titres des présentes Conditions générales ne sont pas réputés faire partie intégrante de celles-ci et ne sont pas pris en considération pour l'interprétation du Contrat.
- 1.2. Lorsque le contexte le permet, les mots au singulier sont réputés inclure le pluriel et inversement, et les mots au masculin sont réputés inclure le féminin et inversement.
- 1.3. Le terme « pays » est réputé inclure les États ou territoires.
- 1.4. Les termes désignant des personnes ou des parties incluent les entreprises et les sociétés ainsi que tout organisme doté de la capacité juridique.
- 1.5. Les termes définis dans les Conditions particulières auxquelles les présentes Conditions générales sont jointes ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans les présentes.

ARTICLE 2. NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS ÉCRITES

- 2.1. L'expéditeur est tenu de demander un accusé de réception d'une communication par écrit chaque fois que la date de réception est assortie d'un délai. En tout état de cause, il prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la réception de sa communication dans les délais.
- 2.2. Lorsque le Contrat prévoit, de la part d'une personne, une notification, un consentement, une approbation, un certificat ou une décision, ceux-ci doivent être sous forme écrite et remis en mains propres, par lettre recommandée, par courrier électronique ou par tout autre moyen de transmission apportant la preuve de la réception par le destinataire à son adresse, et ne sont ni refusés ni retardés abusivement.
- 2.3. Pour le calcul d'un délai, la date du cachet de la poste ou, le cas échéant, la date de réception indiquée fait foi.
- 2.4. Les instructions ou ordres donnés oralement sont confirmés par écrit.

ARTICLE 3. CESSION

- 3.1. Une cession s'entend d'une convention par laquelle le Consultant transfère tout ou partie de son contrat à un tiers.
- 3.2. Le Consultant ne peut, sans l'accord écrit préalable du Pouvoir adjudicateur, céder tout ou partie du Contrat ou tout avantage ou intérêt relevant de celui-ci.
- 3.3. L'approbation d'une cession par le Pouvoir adjudicateur ne délie pas le Consultant de ses obligations pour la partie du Contrat déjà exécutée ou pour la partie qui n'a pas été cédée.
- 3.4. Les cessionnaires doivent satisfaire aux critères d'admissibilité retenus pour l'attribution du Contrat et ne peuvent être concernés par aucun des cas d'exclusion visés à l'article 57 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil.

ARTICLE 4. SOUS-TRAITANCE

- 4.1. Tout accord par lequel le Consultant confie l'exécution d'une partie des services à un tiers est considéré comme un contrat de sous-traitance. À cet égard, les experts individuels engagés pour le projet en tant qu'experts, principaux ou non, ne sont pas considérés comme des sous-traitants. Les conditions régissant la sous-traitance sont précisées dans les Conditions particulières.
- 4.2. Le Consultant doit obtenir l'autorisation écrite préalable du Pouvoir adjudicateur avant de recourir à la sous-traitance. Cette autorisation sera basée sur les prestations à sous-traiter ainsi que sur l'identité et les qualités du sous-traitant retenu. En prenant dûment en considération les dispositions de l'article 2.2, le Pouvoir adjudicateur communique sa décision au Consultant dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification et la motive en cas de refus d'autorisation.
- 4.3. Un contrat de sous-traitance ne peut créer de relations contractuelles entre un sous-traitant et le Pouvoir adjudicateur.
- 4.4. Le Consultant est pleinement responsable des actes, manquements et négligences de ses sous-traitants et de leurs experts, mandataires ou employés, comme s'il s'agissait de ses propres actes, manquements ou négligences ou de ceux de ses experts, mandataires ou employés. L'approbation par le Pouvoir adjudicateur de la sous-traitance d'une partie quelconque du Contrat ou de

l'engagement par le Consultant de sous-traitants pour exécuter une partie quelconque des services ne libère le Consultant d'aucune de ses obligations au titre du Contrat.

- 4.5. Si le Pouvoir adjudicateur ou la personne responsable du suivi de la mise en œuvre d'un projet au nom du Pouvoir adjudicateur (le « **Chargé des opérations d'assistance technique** ») estime qu'un sous-traitant n'est pas compétent pour s'acquitter de ses tâches et obligations, le Pouvoir adjudicateur ou le Chargé des opérations d'assistance technique peut, de manière discrétionnaire, demander immédiatement au Consultant, soit de le remplacer en temps utile par un sous-traitant possédant les qualifications et une expérience que le Pouvoir adjudicateur juge acceptables, soit de reprendre lui-même la mise en œuvre des tâches.
- 4.6. Les sous-traitants doivent satisfaire aux critères d'admissibilité applicables à l'attribution du Contrat et ne peuvent être concernés par aucun des cas d'exclusion visés à l'article 57 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil.
- 4.7. Les services confiés à un sous-traitant par le Consultant ne peuvent être confiés à des tiers par le sous-traitant, sauf accord écrit contraire du Pouvoir adjudicateur.
- 4.8. Tout changement de sous-traitant sans le consentement écrit préalable du Pouvoir adjudicateur est considéré comme un défaut d'exécution du Contrat, au sens des articles 34 et 36.
- 4.9. Sans préjudice du droit du Pouvoir adjudicateur de résilier le Contrat conformément à ses dispositions, ce dernier peut demander au Consultant de remplacer en temps utile un sous-traitant dont la conduite porte atteinte à la réputation du Pouvoir adjudicateur, notamment dans le cadre d'un Événement lié à une sanction (au sens de l'article 8.9 des Conditions générales), par un autre sous-traitant de qualité égale ou supérieure. Le non-remplacement du sous-traitant concerné par le Consultant constitue un défaut d'exécution du Contrat au sens de l'article 34 des Conditions générales.

OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 5. INFORMATIONS À FOURNIR

- 5.1. Le Pouvoir adjudicateur transmet sans délai au Consultant toutes les informations et (ou) toute la documentation dont il dispose et qui pourraient être utiles à l'exécution du Contrat. Ces documents lui sont restitués à l'issue de la période de mise en œuvre des tâches.
- 5.2. Le Pouvoir adjudicateur coopère dans toute la mesure du possible avec le Consultant pour fournir les informations que ce dernier peut raisonnablement demander afin d'exécuter le Contrat.
- 5.3. Le Pouvoir adjudicateur donne à son personnel, à ses mandataires et à ses représentants toutes les instructions nécessaires ou appropriées pour faciliter l'exécution rapide et efficace des Services.
- 5.4. Le Pouvoir adjudicateur communique par écrit au Consultant le nom et l'adresse du Chargé des opérations d'assistance technique.

ARTICLE 6. ASSISTANCE EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION LOCALE

- 6.1. Le Consultant peut demander l'assistance du Pouvoir adjudicateur du pays partenaire (conformément à la définition de ces termes dans les Conditions particulières ou dans les Termes de référence) en vue d'obtenir copie des lois, règlements et informations sur les usages et les dispositions administratives du pays où les prestations doivent être fournies, lorsque ces éléments sont susceptibles d'influer sur l'exécution par le Consultant de ses obligations au titre du Contrat. Le Pouvoir adjudicateur peut facturer au Consultant l'assistance demandée, qui lui serait alors fournie à ses propres frais.
- 6.2. Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires relatives à la main-d'œuvre étrangère du pays où les prestations doivent être fournies, et sous réserve des dispositions de l'accord de coopération, le cas échéant, le Pouvoir adjudicateur met tout en œuvre pour faciliter l'obtention par le Consultant de tous les visas et permis requis, y compris les permis de travail et de séjour, destinés au personnel dont les services sont jugés nécessaires par le Consultant et le Pouvoir adjudicateur, ainsi que les permis de séjour destinés aux membres des familles de ce personnel.

OBLIGATIONS DU CONSULTANT

ARTICLE 7. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

- 7.1. Pour les questions qui ne sont pas régies par le Contrat, le Consultant respecte et applique toutes les lois et réglementations en vigueur dans le pays partenaire et veille à ce que son personnel, les personnes à la charge de celui-ci et ses employés locaux les respectent et les appliquent également.

Le Consultant tient quitte le Pouvoir adjudicateur de toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction auxdites lois et réglementations commise par lui-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge.

- 7.2. Le Consultant exécute les prestations prévues par le Contrat avec tout le soin, tout le professionnalisme, toute l'efficacité et toute la diligence requis, conformément aux meilleures pratiques professionnelles.
- 7.3. Le Consultant se conforme aux ordres de service donnés par le Chargé des opérations d'assistance technique. Lorsque le Consultant estime que les exigences d'un ordre de service excèdent les compétences du Chargé des opérations d'assistance technique ou dépassent le périmètre du Contrat, il doit, sous peine de forclusion, adresser une notification motivée au Chargé des opérations d'assistance technique dans un délai de 30 jours après réception de l'ordre de service. L'exécution de l'ordre de service n'est pas suspendue du fait de cette notification.
- 7.4. Le Consultant tient pour privés et confidentiels tout document et toute information qu'il reçoit dans le cadre du Contrat. Il ne peut, sauf dans la mesure nécessaire aux fins du Contrat, ni publier ni divulguer aucun élément du Contrat sans le consentement écrit préalable du Pouvoir adjudicateur ou du Chargé des opérations d'assistance technique après consultation du Pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur la nécessité d'une publication ou d'une divulgation aux fins du Contrat, la décision du Pouvoir adjudicateur est définitive.
- 7.5. Si le Consultant est un consortium de deux personnes ou plus, toutes ces personnes sont solidairement tenues de respecter et d'exécuter les termes du Contrat. La personne désignée par le consortium pour agir en son nom pour les besoins du Contrat est habilitée à lier juridiquement le consortium.
- 7.6. Toute modification de la composition du consortium sans le consentement écrit préalable du Pouvoir adjudicateur est considérée comme un défaut d'exécution du Contrat.
- 7.7. Sauf demande ou convention contraire de la Banque européenne d'investissement, le Consultant prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que la contribution financière du donateur concerné bénéficie d'une publicité adéquate conformément aux exigences énoncées dans les Termes de référence.
- 7.8. Le Consultant communique par écrit au Pouvoir adjudicateur le nom et l'adresse de son contact et de son ou de ses auditeurs pour le Contrat, ainsi que la preuve de la police d'assurance globale (telle que définie à l'article 13.3 des présentes Conditions générales) et son compte bancaire, et se conforme à toutes les instructions du Pouvoir adjudicateur relatives à l'enregistrement sur le système concerné. Le Consultant doit utiliser le portail des fournisseurs de la BEI, ou tout autre système communiqué par le Pouvoir adjudicateur, pour fournir ses coordonnées bancaires. Le Pouvoir adjudicateur a le droit de s'opposer au choix effectué par le Consultant concernant le compte bancaire ou l'auditeur.

ARTICLE 8. CODE DE CONDUITE ET SANCTIONS

- 8.1. Le Consultant agit en toute occasion avec loyauté et impartialité et comme un conseiller loyal du Pouvoir adjudicateur, conformément aux règles et (ou) au code de déontologie de sa profession, ainsi qu'avec la discrétion appropriée. Il s'abstient notamment de toute déclaration publique concernant le projet ou les prestations sans l'approbation écrite préalable du Pouvoir adjudicateur ainsi que de toute activité contraire à ses obligations envers le Pouvoir adjudicateur en vertu du Contrat. Il n'engage le Pouvoir adjudicateur d'aucune manière que ce soit sans son consentement écrit préalable et, le cas échéant, signale cette obligation aux tiers.
- 8.2. Pendant la durée d'exécution du Contrat, le Consultant et son personnel respectent les droits humains et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux en vigueur dans le pays partenaire. Le Consultant respecte les normes fondamentales du travail convenues au niveau international, par exemple les normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail, les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.
- 8.3. Si le Consultant ou l'un quelconque de ses sous-traitants, membres de son personnel, mandataires ou préposés propose de donner ou accepte d'offrir ou de donner, reçoit de la part de quiconque ou donne à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait au Contrat ou à tout autre Contrat conclu avec le Pouvoir adjudicateur, ou pour qu'il favorise ou défavorise quiconque dans le cadre du Contrat ou de tout autre Contrat conclu avec le Pouvoir adjudicateur, ce dernier peut résilier le Contrat avec effet immédiat, sans préjudice des droits acquis par le Consultant au titre du Contrat.

- 8.4. Les paiements versés au Consultant dans le cadre du Contrat constituent le seul revenu ou avantage qu'il peut en tirer, et ni lui ni son personnel n'acceptent une quelconque commission, remise, indemnité, rémunération indirecte ou autre compensation dans le cadre, à l'occasion ou lors de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du Contrat.
- 8.5. Le Consultant ne reçoit, directement ou indirectement, aucune redevance, gratification ou commission en raison de l'utilisation, pour le Contrat ou pour le projet ou pour les besoins de ceux-ci, d'un article ou procédé breveté ou protégé, à moins que le Pouvoir adjudicateur ne l'y autorise au préalable par écrit.
- 8.6. Le Consultant et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant la durée du Contrat et après l'achèvement de celui-ci. À cet égard, sauf consentement écrit préalable du Pouvoir adjudicateur, ni le Consultant ni le personnel qu'il emploie ou engage ne peuvent à aucun moment communiquer à quelque personne ou entité que ce soit des informations confidentielles qui leur ont été révélées ou qu'ils ont découvertes, ni rendre publique aucune information sur les recommandations formulées au cours ou par suite de leurs prestations de services. En outre, ils ne doivent d'aucune manière utiliser les informations qui leur ont été fournies ou les résultats des études, tests et travaux de recherche effectués pendant l'exécution du Contrat et pour les besoins de celui-ci d'une manière qui pourrait être préjudiciable pour le Pouvoir adjudicateur.
- 8.7. L'exécution du Contrat ne donne pas lieu à des frais commerciaux extraordinaires. Si de tels frais commerciaux extraordinaires sont constatés, le Pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le Contrat avec effet immédiat ou non. On entend par « frais commerciaux extraordinaires » les commissions qui ne sont pas mentionnées dans le Contrat ou qui ne résultent pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence au Contrat, les commissions qui ne rétribuent pas un service légitime effectif, les commissions envoyées vers un paradis fiscal, les commissions versées à un bénéficiaire qui n'est pas clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société-écran.
- 8.8. Le Consultant fournit au Pouvoir adjudicateur, sur demande, les pièces justificatives pertinentes sur les conditions d'exécution du Contrat. Le Pouvoir adjudicateur peut procéder à tous les contrôles documentaires ou à toutes les inspections sur site qu'il juge nécessaires pour réunir des éléments de preuve en cas de présomption de frais commerciaux extraordinaires.
- 8.9. Le Consultant s'engage à ne pas enfreindre et à ne pas amener le Pouvoir adjudicateur à enfreindre les dispositions d'une sanction ou d'une mesure restrictive, quelle qu'elle soit, imposée ou administrée par un organe compétent ou une institution ou agence officielle (une « **Sanction** ») et informe le Pouvoir adjudicateur par écrit dès que possible de tout « **Événement lié à une sanction** », à savoir l'un des cas suivants :
- a) le Consultant, un membre de son personnel, ses sous-traitants et leur personnel ou toute personne agissant pour le compte du Consultant dans le cadre de la prestation des Services, ou toute autre entité ou personne détenant, contrôlant ou administrant directement ou indirectement le Consultant, ou au nom de laquelle intervient ce dernier, se trouve ou vient à se trouver en infraction aux dispositions d'une Sanction ou en devient la cible ; ou
 - b) un pays ou un territoire (y compris son gouvernement) dans lequel l'une quelconque des entités ou personnes visées au point a) ci-dessus est établie ou réside, ou encore constituée conformément au droit dudit pays ou territoire, devient la cible d'une Sanction.

Le Consultant veille à maintenir des mesures de protection et des contrôles internes appropriés visant à prévenir la violation de toute Sanction.

Les Parties reconnaissent et conviennent que tous les engagements liés aux Sanctions ne sont sollicités et pris que dans la mesure où cela est permis en vertu de toute règle anti-boycott en vigueur dans l'Union européenne, telle que le règlement (CE) n° 2271/96 du 22 novembre 1996 portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant (JO L 309 du 29 novembre 1996, p. 1), tel que modifié périodiquement.

ARTICLE 9. CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 9.1. Le Consultant prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du Contrat ou pour y mettre fin. Un tel conflit d'intérêts peut en particulier résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou affectifs, ou de tout autre type pertinent de relation ou d'intérêt partagé. Tout conflit d'intérêts susceptible de se produire pendant l'exécution du Contrat doit être signalé dans les meilleurs délais par écrit au Pouvoir adjudicateur.
- 9.2. Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et peut exiger l'adoption de mesures supplémentaires si nécessaire. Le Consultant veille à ce que son

personnel, y compris ses dirigeants, ne se trouve pas dans une situation susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêts. Sans préjudice de l'article 7, le Consultant remplace, immédiatement et sans dédommagement du Pouvoir adjudicateur, tout membre de son personnel exposé à une telle situation.

- 9.3. Le Consultant s'abstient de tout contact susceptible de compromettre son indépendance ou celle de son personnel. Si le Consultant ne parvient pas à maintenir cette indépendance, le Pouvoir adjudicateur peut, sans préjudice d'une indemnisation pour tout dommage qu'il aurait subi de ce fait, résilier le Contrat avec effet immédiat.
- 9.4. Après l'achèvement ou la résiliation du Contrat, le Consultant limite son intervention en rapport avec le projet à la prestation des Services. Sauf autorisation écrite du Pouvoir adjudicateur, le Consultant et tout autre consultant, entrepreneur ou fournisseur auquel le Consultant est associé ou lié sont exclus de l'exécution des travaux, de la livraison de fournitures ou de l'exécution d'autres services pour le projet à quelque titre que ce soit, y compris la soumission d'offres pour une quelconque partie du projet.
- 9.5. Les fonctionnaires et autres agents de l'administration publique du pays partenaire, indépendamment de leur situation administrative, ne peuvent être recrutés comme experts pour des contrats mis en œuvre dans le pays partenaire, sauf autorisation écrite préalable du Pouvoir adjudicateur.
- 9.6. Le Consultant et toute personne travaillant sous son autorité ou son contrôle à l'exécution du Contrat ou à toute autre activité sont exclus de l'accès à des financements ultérieurs gérés par la Banque européenne d'investissement dans le cadre du même projet, à moins qu'ils ne puissent prouver au Pouvoir adjudicateur que la participation aux étapes précédentes du projet n'est pas constitutive de concurrence déloyale.

ARTICLE 10. EXCLUSION

- 10.1. Sans préjudice du droit du Pouvoir adjudicateur de résilier le Contrat, si le Consultant s'est rendu coupable de fausses déclarations, a fait des erreurs substantielles ou commis des irrégularités et fraudes, ou a été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles, il peut faire l'objet d'une décision d'exclusion prise par la Banque européenne d'investissement ou, pour les activités financées par l'Union européenne, par l'intermédiaire du système de détection rapide et d'exclusion (EDES).
- 10.2. Si, après l'attribution du Contrat, la procédure d'attribution ou l'exécution du Contrat s'avèrent entachées d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraudes, et si cela est imputable au Consultant, le Pouvoir adjudicateur peut refuser d'effectuer les paiements, peut recouvrer les montants déjà payés et peut mettre fin à tous les contrats conclus avec ce Consultant, en fonction du degré de gravité des erreurs, irrégularités ou fraudes.

ARTICLE 11. SPÉCIFICATIONS ET DESSINS

- 11.1. Le Consultant élabore toutes les spécifications et tous les dessins en utilisant des systèmes admis et généralement reconnus, acceptables pour le Pouvoir adjudicateur, et en tenant compte des critères de conception les plus récents.
- 11.2. Le Consultant veille à ce que les spécifications et les dessins, ainsi que toute documentation relative à la fourniture de biens et de services pour le projet, soient élaborés avec impartialité de manière à encourager la concurrence dans les soumissions.

ARTICLE 12. RESPONSABILITÉS

- 12.1. Le Consultant, à ses frais, tient intégralement quitte, protège et défend, à première demande, le Pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés de celui-ci contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice résultant d'un acte ou d'une omission du Consultant dans l'exécution des Services, et notamment d'une infraction à des dispositions légales ou d'une violation des droits de tiers, en matière de brevets, de marques et d'autres formes de propriété intellectuelle, telles que les droits d'auteur.
- 12.2. Le Consultant tient intégralement quitte, protège et défend, à ses frais, le Pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés de celui-ci contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice résultant de l'exécution du Contrat par ses soins, étant entendu que :
 - (a) ces actions, réclamations, pertes ou préjudices doivent être notifiés au Consultant au plus tard 30 jours après que le Pouvoir adjudicateur en a pris connaissance;
 - (b) la limite supérieure de responsabilité du Consultant à l'égard du Pouvoir adjudicateur est d'un montant égal à la valeur du Contrat et ce plafond ne s'applique pas aux pertes ou préjudices causés à des tiers par le Consultant ou du fait d'une faute intentionnelle, lourde ou pénale de celui-ci ;

- (c) la responsabilité du Consultant est limitée aux actions, réclamations, pertes ou préjudices résultant directement d'un manquement ou d'une négligence de la part du Consultant dans l'exécution de ses obligations en vertu du Contrat et n'inclut pas la responsabilité résultant d'événements imprévisibles liés accessoirement ou indirectement à un tel manquement ou à une telle négligence, sauf en cas de faute intentionnelle pour les préjudices autres que la perte subie et le manque à gagner.
- 12.3. En cas de manquement à ses obligations en vertu du Contrat, le Consultant remédie immédiatement, à ses frais, sur demande du Pouvoir adjudicateur, à tout défaut constaté dans l'exécution des services.
- 12.4. Le Consultant n'est nullement responsable des actions, réclamations, pertes ou préjudices dus :
 - (a) au fait que le Pouvoir adjudicateur a omis d'agir à la suite d'une recommandation du Consultant ou a passé outre à une décision ou une recommandation de celui-ci ou a imposé au Consultant l'application d'une décision ou d'une recommandation au sujet de laquelle le Consultant a marqué son désaccord par écrit ou exprimé une grave réserve, ou
 - (b) à une exécution incorrecte des instructions du Consultant par les mandataires, employés ou consultants indépendants du Pouvoir adjudicateur.
- 12.5. Le Consultant demeure responsable de tout manquement à ses obligations en vertu du Contrat pendant la période suivant la prestation ou non des Services déterminée par le droit applicable au Contrat.
- 12.6. Le Consultant, à ses frais, tient intégralement quitte, protège et défend, à première demande, le Pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés de celui-ci contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice (y compris toute amende ou pénalité imposée au Pouvoir adjudicateur) résultant de la violation par le Consultant de ses obligations légales et (ou) contractuelles en matière de Sanctions et de protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 13. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SANTÉ, D'ASSURANCE ET DE SÉCURITÉ

- 13.1. Le Pouvoir adjudicateur peut demander au Consultant et (ou) à son personnel exécutant les Services de passer un examen médical auprès d'un médecin qualifié avant qu'il quitte son lieu de résidence habituel et le Consultant fournira dès que possible au Pouvoir adjudicateur un certificat médical indiquant si les experts et son personnel sont aptes ou non à exécuter les services demandés.
- 13.2. Le Consultant souscrit, pour la durée de mise en œuvre des tâches, une assurance maladie pour lui-même et les personnes qu'il emploie ou engage dans le cadre du contrat. Le Pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des frais médicaux du Consultant, de son personnel, de ses experts, de ses mandataires et de ses sous-traitants.
- 13.3. Dans les 20 jours suivant la signature du Contrat, le Consultant souscrit une assurance globale, à moins qu'il ne dispose déjà d'une telle police, et la maintient en vigueur, pour un montant au moins égal au maximum prévu par la législation du pays partenaire ou celle du pays du siège, le plus élevé des deux étant retenu ; cette assurance doit couvrir, pendant toute la durée de mise en œuvre des tâches et des Services, les éléments suivants :
 - (a) la responsabilité du Consultant en cas de maladie ou d'accident du travail affectant ses employés, y compris les frais de rapatriement pour raison de santé ;
 - (b) la perte ou l'endommagement des équipements/des biens du Pouvoir adjudicateur utilisés, le cas échéant, par le Consultant, ses mandataires ou ses employés pour l'exécution du Contrat ;
 - (c) la responsabilité civile en cas d'accidents causés à des tiers ou au Pouvoir adjudicateur et à tout employé de ce dernier, résultant de l'exécution du Contrat par le Consultant, ses mandataires, employés et sous-traitants ; et
 - (d) le décès accidentel ou l'incapacité permanente résultant de lésions corporelles subies par toute personne en lien avec l'exécution du Contrat par le Consultant, ses mandataires, employés et sous-traitants.
- 13.4. Le Consultant doit aussi assurer les effets personnels de ses employés, des experts et des membres de leur famille installés dans le pays partenaire, contre la perte ou les dommages.
- 13.5. Le Consultant présente dans les meilleurs délais, chaque fois que le Pouvoir adjudicateur ou le Chargé des opérations d'assistance technique le lui demande, la preuve de la souscription de l'assurance et du paiement régulier des primes.
- 13.6. Le Consultant met en place, pour ses employés, les experts et les membres de leur famille installés dans le pays partenaire, des mesures de sécurité adaptées au danger physique auquel ils sont confrontés.

- 13.7. Le Consultant est également tenu de surveiller le niveau de risque physique auquel ses employés, les experts et les membres de leur famille installés dans le pays partenaire sont exposés et de tenir le Pouvoir adjudicateur informé de la situation. Si le Pouvoir adjudicateur ou le Consultant prennent connaissance d'un risque imminent pour la vie ou la santé de l'un quelconque de leurs employés, des experts ou des membres de leur famille, le Consultant peut prendre des mesures d'urgence pour placer les personnes concernées en lieu sûr. L'adoption de telles mesures par le Consultant doit être immédiatement communiquée au Chargé des opérations d'assistance technique et peut entraîner la suspension du Contrat, conformément à l'article 35.

ARTICLE 14. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

- 14.1. Tous les documents écrits ou données, tels que cartes, schémas, dessins, spécifications, plans, statistiques, calculs, bases de données, logiciels et dossiers ou pièces justificatives acquis, constitués, rédigés, émis ou établis par le Consultant au cours de l'exécution du Contrat deviennent automatiquement la propriété exclusive et immédiate du Pouvoir adjudicateur, sauf dispositions contraires. Une fois le Contrat achevé/résilié, le Consultant remet dans les meilleurs délais tous ces documents et toutes ces données au Pouvoir adjudicateur. Le Consultant ne peut conserver des copies de ces documents et données, ni les utiliser à des fins étrangères au Contrat sans le consentement écrit préalable du Pouvoir adjudicateur.
- 14.2. Le Consultant ne peut publier d'articles relatifs aux Services ni s'y référer lorsqu'il fournit des prestations pour le compte de tiers, ni divulguer des informations qu'il tient du Pouvoir adjudicateur sans le consentement écrit préalable de celui-ci, conformément à l'article 7.4.
- 14.3. Les résultats ou droits sur ces résultats – notamment les droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle – obtenus au cours de l'exécution du Contrat deviennent la propriété exclusive et immédiate du Pouvoir adjudicateur moyennant le paiement par ce dernier du montant de la valeur du Contrat, qui peut les utiliser, les publier, les attribuer ou les transférer comme il l'entend, sans restriction géographique ou autre, sauf en cas de droits de propriété intellectuelle ou industrielle préexistants.

NATURE DES SERVICES

ARTICLE 15. PÉRIMÈTRE DES SERVICES

- 15.1. Le périmètre des Services est précisé aux annexes II et III du Contrat.
- 15.2. Lorsque le Contrat porte sur une fonction consultative au bénéfice du Pouvoir adjudicateur pour tous les aspects techniques susceptibles de se présenter lors de la mise en œuvre du projet, le Consultant n'a pas de pouvoir de décision.
- 15.3. Lorsque le Contrat porte sur la gestion de la mise en œuvre du projet, le Consultant assume, sous l'autorité du Chargé des opérations d'assistance technique, l'ensemble des tâches de gestion inhérentes à la supervision de la mise en œuvre du projet.
- 15.4. Si le Consultant est tenu de préparer un dossier d'appel d'offres, ce dossier doit contenir tous les documents nécessaires pour la consultation de consultants, de fabricants et de fournisseurs appropriés et pour l'établissement de soumissions en vue de l'exécution des travaux, de la livraison des fournitures ou de la prestation des services qui font l'objet de l'appel d'offres. Le Pouvoir adjudicateur fournit au Consultant les informations nécessaires à l'établissement de la partie administrative du dossier d'appel d'offres.

ARTICLE 16. PERSONNEL ET ÉQUIPEMENTS

- 16.1. Le Consultant doit communiquer au Pouvoir adjudicateur l'identité et les fonctions de tout le personnel, autre que les experts principaux dont le curriculum vitae figure en annexe IV, auquel il entend avoir recours pour exécuter les tâches. L'annexe II et (ou) l'annexe III du Contrat doivent préciser le niveau minimum de formation, de qualifications et d'expérience du personnel et, s'il y a lieu, la spécialisation requise. Le Pouvoir adjudicateur a le droit de s'opposer, à sa discrétion, au choix du Consultant concernant le personnel retenu et, dans ce cas, le Consultant lui propose dans les meilleurs délais du personnel approprié possédant les mêmes compétences.
- 16.2. Toutes les personnes travaillant au projet avec l'assentiment du Pouvoir adjudicateur commencent à exercer leurs fonctions à la date ou dans les délais prévus par l'annexe II et (ou) à l'annexe III du Contrat ou, à défaut, à la date ou dans les délais indiqués au Consultant par le Pouvoir adjudicateur ou le Chargé des opérations d'assistance technique.

- 16.3. Sauf dispositions contraires prévues par les Conditions particulières, les personnes travaillant au titre du Contrat résident à proximité de leur lieu de travail. Si une partie des Services doit être exécutée hors du pays partenaire, le Consultant indique au Chargé des opérations d'assistance technique le nom et les qualifications du personnel affecté à cette partie des Services.
- 16.4. Le Consultant :
- (a) transmet au Chargé des opérations d'assistance technique le calendrier proposé pour la mise en place du personnel dans un délai de 30 jours à compter de la signature du Contrat par les deux Parties ;
 - (b) informe le Chargé des opérations d'assistance technique des dates d'arrivée et de départ de chaque membre du personnel ; et
 - (c) soumet en temps utile au Chargé des opérations d'assistance technique, pour son approbation écrite, toute demande de nomination d'experts non principaux.
- 16.5. Le Consultant adopte toutes les mesures nécessaires pour fournir et continuer à fournir à son personnel les équipements, le matériel et le soutien technique requis pour lui permettre d'accomplir efficacement les tâches spécifiques qui lui sont confiées.

ARTICLE 17. REMPLACEMENT DU PERSONNEL

- 17.1. Le Consultant n'apporte aucun changement à la composition convenue de son personnel sans l'approbation écrite préalable du Pouvoir adjudicateur. Le Consultant doit, de sa propre initiative, proposer un tel remplacement dans les cas suivants :
- (a) en cas de décès, de maladie ou d'accident d'un membre du personnel ; ou
 - (b) s'il se révèle nécessaire de remplacer un membre du personnel pour toute autre raison indépendante de la volonté du Consultant (par exemple en cas de démission, etc.).
- 17.2. En outre, pendant l'exécution du Contrat, le Pouvoir adjudicateur peut, sur la base d'une demande écrite et justifiée, en réponse à quoi le Consultant devra soumettre ses propres observations ainsi que celles des membres de son personnel au Pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, exiger le remplacement d'une personne s'il estime qu'elle est inefficace ou qu'elle ne s'acquitte pas correctement de ses missions au titre du Contrat.
- 17.3. Lorsqu'un membre du personnel doit être remplacé, le remplaçant doit posséder des qualifications et une expérience au moins équivalentes et la rémunération à payer au remplaçant ne peut dépasser celle qu'aurait dû percevoir la personne remplacée. Dans le cas où le Consultant ne serait pas en mesure de fournir un remplaçant ayant des qualifications et (ou) une expérience équivalentes, le Pouvoir adjudicateur peut soit décider de résilier le Contrat, si la bonne exécution de celui-ci est compromise, soit, s'il estime que ce n'est pas le cas, décider d'accepter le remplaçant, à condition que les honoraires de ce dernier soient renégociés à la baisse et équitablement avec le Consultant pour refléter le niveau adéquat de rémunération.
- 17.4. Les frais supplémentaires occasionnés par le remplacement d'un membre du personnel sont à la charge du Consultant. Le Pouvoir adjudicateur n'effectue aucun paiement pour la période pendant laquelle l'expert/le personnel à remplacer est absent. Le remplacement de tout expert dont le nom figure dans la liste de l'annexe IV du Contrat, doit être proposé par le Consultant dans les 15 jours civils à compter du premier jour d'absence de l'expert. Si, après cette période, le Consultant ne propose pas un remplacement en conformité avec l'article 17.3 ci-dessus, le Pouvoir adjudicateur peut imposer une indemnité forfaitaire pouvant aller jusqu'à 10 % des honoraires restants de cet expert à remplacer.
- 17.5. Le Promoteur/Bénéficiaire peut être informé de l'identité des experts proposés pour être ajoutés ou remplacés dans le cadre du Contrat, en vue d'obtenir son accord. Le Promoteur/Bénéficiaire ne peut pas refuser de donner son approbation, à moins qu'il ne soumette par écrit au Pouvoir adjudicateur des objections dûment motivées, étayées et justifiées à l'encontre des experts proposés, dans les 15 jours à compter de la date à laquelle la demande d'approbation a été introduite.

ARTICLE 18. STAGIAIRES

- 18.1. Si les Termes de référence le prévoient, le Consultant assure, pendant la durée de mise en œuvre des tâches, la formation des stagiaires qui lui sont confiés par le Pouvoir adjudicateur aux termes du Contrat.
- 18.2. La formation de ces stagiaires par le Consultant ne leur confère pas le statut d'employés de ce dernier. Toutefois, les stagiaires doivent se conformer aux instructions du Consultant et aux dispositions de l'article 8 ci-dessus, au même titre que les employés du Consultant. Sur présentation d'une demande

écrite motivée, le Consultant peut obtenir le remplacement de tout stagiaire dont le travail ou la conduite ne sont pas satisfaisants.

- 18.3. Sauf dispositions contraires du Contrat, la rémunération des stagiaires, leurs frais de déplacement et de logement et tous les autres frais encourus par eux sont à la charge du Pouvoir adjudicateur.
- 18.4. Le Consultant établit dûment un rapport de stage trimestriel par écrit qu'il soumet au Pouvoir adjudicateur. Immédiatement avant l'achèvement de la mise en œuvre des tâches, le Consultant établit un rapport sur les résultats du stage et sur les qualifications acquises par les stagiaires en vue de leur futur emploi. La forme et les modalités de présentation de ces rapports sont fixées dans les Termes de référence.

EXÉCUTION DU CONTRAT

ARTICLE 19. RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES TÂCHES

- 19.1. Si le Consultant ne fournit pas les Services dans les délais de mise en œuvre des tâches stipulés dans le Contrat, le Pouvoir adjudicateur a droit, sans mise en demeure et sans préjudice des autres recours prévus par le Contrat, à une indemnité forfaitaire pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin de la période de mise en œuvre des tâches définie au Contrat et la date réelle d'achèvement de la période de mise en œuvre des tâches.
- 19.2. Le taux journalier de l'indemnité forfaitaire s'élève à 0,05 % de la Valeur maximale du Contrat.
- 19.3. Si ces indemnités forfaitaires excèdent 15 % de la valeur du Contrat, le Pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le Consultant et sans préjudice de son droit à une indemnité forfaitaire :
- (a) résilier le Contrat ; et
 - (b) achever la prestation des Services aux frais du Consultant.

ARTICLE 20. MODIFICATION DU CONTRAT

- 20.1. Toute modification du Contrat, y inclus mais sans s'y limiter toute modification du montant total du Contrat et (ou) de la période de mise en œuvre des tâches, doit faire l'objet d'un avenant signé par le Pouvoir adjudicateur et le Consultant. Si la demande de modification émane du Consultant, il doit la soumettre au Pouvoir adjudicateur au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur prévue de la modification, sauf dans les cas qui sont dûment justifiés par le Consultant et acceptés par le Pouvoir adjudicateur. Dans un délai de 30 jours, le Pouvoir adjudicateur peut, à sa discrétion et moyennant une notification écrite adressée au Consultant et s'il l'estime approprié, approuver ou refuser cette demande de modification avec effet rétroactif ou pour le futur, ou fait savoir au Consultant qu'il n'a pas le droit de demander une telle modification. Le Consultant assume les risques financiers et juridiques de toute activité qu'il mènerait sans modification du Contrat.
- 20.2. Toutefois, pour un contrat à prix unitaires, lorsque l'incidence financière de la modification/de l'amendement du Contrat se limite à un transfert entre postes d'honoraires ou entre les honoraires et la provision pour frais accessoires et la provision pour vérification des dépenses impliquant une modification inférieure à 15 % de la Valeur maximale du Contrat, le Chargé des opérations d'assistance technique peut, au moyen d'un ordre de service, ordonner toute modification d'une partie quelconque des Services qui est nécessaire à la bonne exécution des tâches/Services, sans changer l'objet ou la portée du Contrat. Ces modifications peuvent consister en des ajouts, suppressions, substitutions, changements en qualité ou en quantité ou de l'échelonnement, du mode ou du calendrier de l'exécution des Services. Sous réserve de l'article 17 ci-dessus, ces modifications peuvent inclure l'acceptation du remplacement d'un expert dont le curriculum vitae fait partie du Contrat, tel qu'il a été communiqué par écrit par le Consultant au Pouvoir adjudicateur.
- 20.3. Les modifications ainsi ordonnées ne peuvent en aucun cas entraîner une prorogation de la durée de mise en œuvre des tâches/Services ou un changement dans le montant total du Contrat.
- 20.4. Avant l'émission d'un ordre de service pour l'exécution d'une modification, le Consultant soumet une proposition écrite au Chargé des opérations d'assistance technique contenant :
- (a) une description des prestations à fournir ou des mesures à prendre et un programme pour la mise en œuvre des tâches ; et
 - (b) toute modification éventuellement nécessaire du programme d'exécution des tâches ou de l'une quelconque des obligations du Consultant au titre du Contrat ; et
 - (c) pour un contrat à prix unitaires, tout ajustement de la valeur du Contrat selon les principes suivants :

- (1) lorsque les tâches sont de nature similaire et exécutées dans les mêmes conditions qu'un élément dont le prix est fixé dans le budget ventilé, le nombre équivalent de jours de travail est évalué selon les tarifs qui y figurent ;
 - (2) lorsque les tâches ne sont pas de nature similaire ou ne doivent pas être exécutées dans les mêmes conditions, les tarifs d'honoraires du Contrat servent de base à une évaluation raisonnable des jours de travail, faute de quoi une évaluation équitable est faite par le Chargé des opérations d'assistance technique ; ou
 - (3) lorsqu'une modification est rendue nécessaire par une défaillance du Consultant ou par un défaut d'exécution du Contrat qui lui est imputable, tous les coûts supplémentaires entraînés par cette modification sont exclusivement à sa charge.
- 20.5. Après réception de la proposition du Consultant, le Chargé des opérations d'assistance technique décide le plus rapidement possible si la modification doit ou non être effectuée. Si le Chargé des opérations d'assistance technique décide que la modification doit être effectuée, il émet un ordre de service indiquant qu'elle doit l'être dans les conditions spécifiées dans la proposition du Consultant ou telles que révisées par le Chargé des opérations d'assistance technique.
- 20.6. Dès réception de l'ordre de service ordonnant la modification, le Consultant procède automatiquement à son exécution et est tenu de se conformer, à cette fin, aux présentes Conditions générales au même titre que si la modification avait été stipulée dans le Contrat.
- 20.7. Le Consultant doit informer la Banque de toute modification de son compte bancaire et est responsable de la mise à jour des systèmes pertinents, tels que communiqués par la Banque.
- 20.8. Le Contrat ne peut être modifié que durant la période allant de sa signature au paiement final (la « **Période d'exécution** »). Toute modification apportée au Contrat qui ne se présente pas sous la forme d'un ordre de service ou d'un avenant ou qui n'est pas effectuée conformément à l'article 20.1 ou à l'article 20.6 est considérée comme nulle et non avenue.

Article 21 HORAIRE DE TRAVAIL

Les jours et les heures de travail du Consultant ou de son personnel dans le pays partenaire sont fixés conformément à la législation, à la réglementation et aux coutumes dudit pays et aux exigences liées aux prestations. En cas de divergence, la référence sera une journée de travail de 8 heures.

Article 22 DROIT AUX CONGÉS

- 22.1. Pour un contrat à prix unitaires, les congés annuels dus à prendre pendant la période de mise en œuvre des tâches/Services sont pris à un moment approuvé au préalable par le Chargé des opérations d'assistance technique.
- 22.2. Pour un contrat à prix unitaires, ceux-ci sont réputés tenir compte du congé annuel à concurrence de 2 mois pour le personnel du Consultant pendant la période de la mise en œuvre des tâches/Services. En conséquence, les jours de congés annuels ne sont pas considérés comme des jours ouvrés.
- 22.3. Le Consultant ne sera payé que pour les jours durant lesquels il a effectivement travaillé. Tous les coûts liés à un congé de maladie ou à un congé exceptionnel seront supportés exclusivement par le Consultant. Le Consultant informe le Chargé des opérations d'assistance technique de toute conséquence de tels congés sur la période de mise en œuvre des tâches.

Article 23 INFORMATIONS

Le Consultant communique dûment au Chargé des opérations d'assistance technique ou à toute personne habilitée par le Pouvoir adjudicateur ou la Cour des comptes européenne, toute information ayant trait aux Services et au projet, que le Chargé des opérations d'assistance technique peut demander à tout moment.

Article 24 REGISTRES

- 24.1. Le Consultant tient des relevés et des comptes complets, précis et systématiques de la prestation des Services, sous une forme et selon des modalités permettant d'établir avec exactitude que le nombre de jours ouvrés et les dépenses accessoires effectives inscrits sur la ou les factures du Consultant ont été dûment consacrés à la prestation des Services.
- 24.2. En ce qui concerne les contrats à prix unitaires, le Consultant doit tenir des feuilles de présence mensuelles indiquant les jours ou heures travaillés par son personnel. Les feuilles de présence doivent être approuvées par le Chargé des opérations d'assistance technique, ou toute personne habilitée par

le Pouvoir adjudicateur ou le Pouvoir adjudicateur lui-même, sur une base mensuelle. Les montants facturés par le Consultant doivent correspondre à ces feuilles de présence. Les temps de déplacement, par l'itinéraire le plus direct, exclusivement et nécessairement consacrés au Contrat peuvent être précisés et inclus dans le nombre de jours ou d'heures, selon le cas, enregistrés sur ces feuilles de présence. Les déplacements entrepris par l'expert en vue de sa mobilisation et de sa démobilisation ainsi que pour ses congés ne peuvent être considérés comme des jours de travail.

- 24.3. Lesdits relevés doivent être conservés pendant 7 ans après le paiement final effectué au titre du Contrat. Ils comprennent toute la documentation relative aux recettes et aux dépenses et tout inventaire nécessaire pour la vérification des pièces justificatives, notamment les feuilles de présence, les billets d'avion et de transport, les fiches de paie pour la rémunération versée aux experts et les factures ou quittances pour dépenses accessoires. Tout manquement à cette obligation de conserver les relevés constitue un défaut d'exécution du Contrat et peut entraîner la résiliation du Contrat et (ou) le refus de paiement et (ou) une demande de remboursement du montant correspondant au Pouvoir adjudicateur.
- 24.4. Le Consultant permet au Chargé des opérations d'assistance technique ou à toute personne habilitée par le Pouvoir adjudicateur ou au Pouvoir adjudicateur lui-même de recevoir, d'inspecter ou de vérifier directement les relevés et les comptes en relation avec les Services et à en faire des copies pendant et après la prestation de ceux-ci.

Article 25 VÉRIFICATION PAR LES ORGANES DE L'UE

- 25.1. Le Consultant donne à la Banque européenne d'investissement, à la Commission européenne, à l'Office européen de lutte antifraude, au Parquet européen et à la Cour des comptes européenne la possibilité de : i) vérifier la mise en œuvre du Contrat, en examinant les documents et en en faisant des copies ou en contrôlant les documents originaux sur place ; ii) procéder, le cas échéant, à un audit complet sur la base des pièces justificatives relatives aux comptes, des documents comptables et de tout autre document ayant trait au financement du projet. Afin de procéder à ces vérifications et audits, le Consultant veille à ce que l'on puisse accéder sur place à toute heure raisonnable, notamment dans ses bureaux, à ses données informatiques, à ses données comptables et à toutes les informations nécessaires pour effectuer les audits, y compris les informations relatives au salaire de chaque personne participant au projet. Le Consultant veille à ce que les informations soient aisément accessibles au moment de l'audit et, si la demande lui en est faite, à ce que les données soient transmises sous une forme appropriée. Ces inspections peuvent avoir lieu jusqu'à 7 ans après le paiement final.

En outre, le Promoteur/Bénéficiaire donne à l'Office européen de lutte antifraude la possibilité de procéder à des contrôles et vérifications sur place selon les procédures prévues par le droit de l'Union pour la protection des intérêts financiers de l'Union contre les fraudes et autres irrégularités.

- 25.2. À cette fin, le Consultant s'engage à fournir au personnel ou aux mandataires de la Banque européenne d'investissement, de la Commission européenne, de l'Office européen de lutte antifraude, du Parquet européen et de la Cour des comptes européenne un accès approprié et rapide aux sites et lieux où le Contrat est exécuté, y compris à ses systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et bases de données concernant la gestion technique et financière du projet, à coopérer pleinement et à prendre toutes les mesures visant à faciliter leur travail. Ledit accès est octroyé aux agents de la Banque européenne d'investissement, de la Commission européenne, de l'Office européen de lutte antifraude, du Parquet européen et de la Cour des comptes européenne dans le respect de la confidentialité vis-à-vis de tiers, sans préjudice des obligations relevant du droit public qui leur incombent. Les documents doivent être facilement accessibles et classés de manière à faciliter leur examen. Le Consultant doit informer le Pouvoir adjudicateur du lieu précis où il se trouve.
- 25.3. Le Consultant garantit que les droits de la Banque européenne d'investissement, de la Commission européenne, de l'Office européen de lutte antifraude, de la Cour des comptes européenne et de tout autre bailleur de fonds, tel que précisé dans les Conditions particulières ou les Termes de référence, d'effectuer des audits, des contrôles et des vérifications s'appliquent dans la même mesure et selon les mêmes conditions et modalités que celles prévues au présent article, à tout sous-traitant ou à toute autre partie bénéficiant du soutien du budget de l'UE ou de fonds au titre de mandats de l'UE, tel que décrit dans les Termes de référence.

Article 26 RAPPORTS INTERMÉDIAIRES ET FINAUX

- 26.1. Sauf disposition contraire dans les Termes de référence, le Consultant est tenu d'élaborer des rapports intermédiaire et un rapport final au cours de la période de mise en œuvre des tâches. Ces rapports consistent en une partie descriptive et une partie financière. Le format desdits rapports est conforme aux prescriptions notifiées au Consultant par le Chargé des opérations d'assistance technique pendant la période de mise en œuvre des tâches.

- 26.2. Toutes les factures doivent être accompagnées d'une copie du rapport intermédiaire ou final, selon le cas, une fois approuvé par le Pouvoir adjudicateur (conformément à l'article 29.1 des Conditions générales). Les factures d'un contrat à prix unitaires sont également accompagnées d'un rapport financier à jour et d'une facture indiquant le coût du rapport de vérification. La structure du rapport financier intermédiaire ou final est identique à celle du budget contractuellement approuvé (annexe V du Contrat). Le rapport financier indique au minimum les dépenses encourues pendant la période concernée, les dépenses cumulées et le solde disponible. Toute dépense encourue en dehors de la période de facturation doit être dûment justifiée.
- 26.3. Immédiatement avant la fin de la période de mise en œuvre des tâches/Services, le Consultant établit un rapport d'avancement final, assorti, le cas échéant, d'une étude critique des problèmes majeurs qui se sont éventuellement posés au cours de l'exécution du Contrat.
- 26.4. Ce rapport d'avancement final est transmis au Chargé des opérations d'assistance technique, au plus tard 60 jours après la fin de la période de mise en œuvre des tâches. Ce rapport ne lie pas le Pouvoir adjudicateur.
- 26.5. Lorsque le Contrat est exécuté par étapes, la mise en œuvre de chaque étape donne lieu à l'élaboration d'un rapport d'avancement final par le Consultant et à son envoi au Pouvoir adjudicateur.
- 26.6. Les rapports d'avancement intermédiaires et finaux sont régis par les dispositions de l'article 14.

Article 27 APPROBATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS

- 27.1. L'approbation par le Pouvoir adjudicateur des rapports, factures et documents, y compris, le cas échéant, le rapport de vérification des dépenses, élaborés et transmis par le Consultant, vaut attestation de leur conformité avec les termes du Contrat.
- 27.2. Le Pouvoir adjudicateur communique au Consultant, dans un délai de 45 jours à compter de leur réception, sa décision concernant les documents ou rapports reçus, en motivant, le cas échéant, son refus, ou lui demande de les modifier. Pour le rapport d'avancement final, le délai est porté à 60 jours à compter de sa réception. Si le Pouvoir adjudicateur ne formule pas d'observations au sujet des documents ou rapports dans le délai imparti, le Consultant peut en demander l'approbation par écrit. Les documents ou rapports sont réputés avoir été approuvés par le Pouvoir adjudicateur si celui-ci ne les conteste pas expressément ou n'informe pas le Consultant de ses observations dans un délai de 45 jours à compter de la réception de cette demande écrite.
- 27.3. Lorsqu'un rapport ou un document est approuvé par le Pouvoir adjudicateur sous réserve de modifications à apporter par le Consultant, le Pouvoir adjudicateur fixe un délai que le Consultant doit respecter pour apporter les modifications demandées.
- 27.4. Dans le cas où le Pouvoir adjudicateur n'approuverait que partiellement un rapport, le Pouvoir adjudicateur a le droit de retenir la part correspondante de la rémunération du Consultant tant que celui-ci n'a pas fourni le travail correctif nécessaire pour obtenir l'approbation du Pouvoir adjudicateur.
- 27.5. Lorsque le Contrat est exécuté par étapes, la mise en œuvre de chaque étape est subordonnée à l'approbation, par le Pouvoir adjudicateur, de l'étape précédente, sauf lorsque les étapes sont mises en œuvre simultanément.

PAIEMENTS ET RECOUVREMENT

Article 28 VÉRIFICATION DES DÉPENSES

- 28.1. Les rapports de vérification des dépenses ne sont pas requis pour les contrats à forfait.
- 28.2. Avant de pouvoir effectuer des paiements dans le cadre d'un contrat à prix unitaires ou d'un contrat mixte (ayant une composante « à prix unitaires » ou « dépenses accessoires »), un auditeur externe qui remplit les conditions spécifiques des Termes de référence pour la vérification des dépenses notifié par le Consultant conformément à l'article 7.8, doit examiner et vérifier les factures et les rapports financiers que le Consultant est tenu d'envoyer au Pouvoir adjudicateur.
- 28.3. L'auditeur doit s'assurer que des preuves pertinentes, fiables et suffisantes démontrent que :
 - (a) les experts employés par le Consultant au titre du Contrat ont travaillé tel que décrit dans le cadre du Contrat (comme corroboré par des preuves émanant de tiers indépendants, le cas échéant) pendant le nombre de jours indiqué sur les factures du Consultant et sur le tableur financier soumis avec les rapports d'avancement intermédiaires ;

- (b) les montants réclamés au titre des dépenses accessoires ont été engagés de manière effective et justifiée par le Consultant conformément aux prescriptions des Termes de référence ; et
- (c) sur la base de sa vérification, l'auditeur soumet au Consultant un rapport de vérification des dépenses conforme au modèle figurant à l'annexe VII du Contrat.

28.4. Le Consultant accorde à l'auditeur tous les droits d'accès mentionnés à l'article 25.

28.5. Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger le remplacement de l'auditeur si des considérations inconnues au moment de la signature du Contrat font douter de son indépendance ou de son professionnalisme ou si, à plusieurs reprises, l'auditeur ne remplit pas correctement ses obligations envers le Consultant. Dans ce dernier cas, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter le paiement de la facture de l'auditeur.

28.6. Si le rapport de vérification des dépenses présenté par l'auditeur externe n'est pas conforme au modèle fourni à l'annexe VII du Contrat sur le plan des vérifications à effectuer et du niveau d'assurances à fournir, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter le paiement des dépenses couvertes par ce rapport jusqu'à ce qu'il puisse effectuer lui-même une vérification complète des pièces justificatives. Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas payer les frais de vérification des dépenses.

Article 29 PAIEMENTS ET INTÉRÊTS POUR RETARD DE PAIEMENT

29.1. Les paiements seront effectués conformément à l'une des deux options ci-dessous, comme indiqué à l'article 3 des Conditions particulières.

Option 1 – Contrat à prix unitaires :

Le Pouvoir adjudicateur effectue les paiements au Consultant conformément aux modalités suivantes :

1. un paiement de préfinancement, s'il est demandé par le Consultant, du montant demandé dans la limite indiquée dans les Conditions particulières, dans les 60 jours à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur i) du Contrat signé par les deux parties ; ii) d'une demande de paiement et iii) d'une garantie financière, selon la définition donnée à l'article 30. Le préfinancement représente au maximum 30 % du montant total du Contrat si la période de mise en œuvre des tâches est inférieure ou égale à 24 mois, et 20 % du montant total du Contrat si la période de mise en œuvre des tâches est supérieure à 24 mois ;
2. des paiements intermédiaires semestriels, le cas échéant, tel que prévu à l'article 7.2 des Conditions particulières, dans les 60 jours à compter de l'approbation par le Pouvoir adjudicateur d'un rapport d'avancement intermédiaire et d'un rapport de vérification des dépenses, accompagnés d'une facture, conformément à l'article 27. Ces paiements intermédiaires se montent à l'équivalent des coûts engagés déterminés sur la base des rapports de vérification des dépenses. Lorsque 80 % de la valeur maximale du Contrat ont été payés (préfinancement et paiements intermédiaires), les montants dus au Consultant sont déduits du préfinancement jusqu'à son remboursement complet, avant tout paiement supplémentaire ;
3. les factures sont réglées de telle manière que la somme des paiements ne dépasse pas 90 % de la valeur maximale du Contrat indiquée à l'article 3 des Conditions particulières, les 10 % restants constituant le montant minimal du paiement final ;
4. le solde de la valeur finale du Contrat après vérification, sous réserve de la valeur maximale du Contrat indiquée à l'article 3 des Conditions particulières, après déduction des montants déjà versés, dans les 60 jours à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur d'une facture accompagnée du rapport d'avancement final et d'un rapport de vérification des dépenses final, sous réserve de l'approbation de ces rapports conformément à l'article 27.

Option 2 – Contrat à forfait

Le Pouvoir adjudicateur effectue les paiements au Consultant conformément aux modalités suivantes :

1. un paiement de préfinancement de 30 % au maximum de la valeur du Contrat indiquée à l'article 3 des Conditions particulières, dans les 60 jours à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur i) du Contrat signé par les deux parties, et ii) d'une garantie financière, selon la définition donnée à l'article 30 ;
2. le solde de la valeur du Contrat indiquée à l'article 3 des Conditions particulières dans les 60 jours à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur d'une facture finale accompagnée du rapport d'avancement final, sous réserve de leur approbation conformément à l'article 27.

29.2. Un paiement de préfinancement ne constitue pas un accusé de réception ou une renonciation aux services fournis ou à fournir par le Consultant. Si le Contrat prend fin avant le remboursement intégral

du montant du préfinancement, le Consultant rembourse, dans les meilleurs délais à la première demande du Pouvoir adjudicateur, la partie du préfinancement correspondant à la contrepartie financière des Services qui n'ont pas été exécutés.

- 29.3. Le délai de paiement de 60 jours civils visé à l'article 29.1 expire à la date à laquelle le compte bancaire du Pouvoir adjudicateur est débité. Sans préjudice de l'article 36.3, le Pouvoir adjudicateur peut suspendre l'écoulement de ce délai pour toute partie du montant facturé contestée par le Chargé des opérations d'assistance technique, en notifiant au Consultant que cette partie de la facture n'est pas recevable, soit parce que le montant en question n'est pas exigible, soit parce que le rapport correspondant ne peut être approuvé, et que le Pouvoir adjudicateur estime nécessaire de procéder à des vérifications complémentaires. Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur ne doit pas retenir indûment une partie incontestée du montant facturé, mais peut demander des éclaircissements, des modifications ou des renseignements complémentaires, qui doivent être fournis dans un délai de 30 jours à compter de la demande. Le délai recommence à courir à la date de réception par le Pouvoir adjudicateur d'une facture qu'il juge correctement établie.
- 29.4. À l'expiration du délai visé ci-dessus, le Consultant – sauf s'il s'agit d'un ministère ou d'un organisme public d'un État membre de l'Union européenne – peut, dans un délai de deux mois à compter de la réception du paiement tardif, percevoir des intérêts de retard au taux :
- appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C, lorsque les paiements sont effectués en euros ; ou
 - de réescompte appliqué par la banque centrale du pays partenaire si les paiements sont effectués dans la monnaie de ce pays,
- en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai a expiré, majoré de sept points de pourcentage. Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre l'expiration du délai de paiement et la date de débit du compte bancaire du Pouvoir adjudicateur. À titre exceptionnel, lorsque les intérêts calculés conformément à la présente disposition sont d'un montant inférieur ou égal à 200 euros, ils ne sont versés au Consultant qu'à la condition qu'il en fasse la demande dans les deux mois suivant la réception du paiement tardif.
- 29.5. Les paiements dus par le Pouvoir adjudicateur sont effectués sur le compte bancaire indiqué par le Consultant conformément à l'article 7.8.
- 29.6. Le Pouvoir adjudicateur effectue les paiements en euros ou dans la monnaie indiquée à l'article 7.1 des Conditions particulières. En cas de paiement en euros, aux fins de la provision pour dépenses accessoires, la conversion éventuelle en euros des coûts réels supportés dans d'autres monnaies se fait au taux de change InforEuro publié le premier jour ouvrable du mois au cours duquel la facture est établie. En cas de paiement en monnaie nationale, la conversion en monnaie nationale se fait au taux de change InforEuro publié le premier jour ouvrable du mois au cours duquel le paiement est effectué.
- 29.7. Pour les contrats à prix unitaires, les factures doivent être accompagnées de copies ou d'extraits des feuilles de présence approuvées correspondantes visées à l'article 24.2 afin de vérifier le montant facturé au titre du temps de travail des experts. Un minimum de 8 heures de travail est considéré comme équivalent à une journée de travail (sauf disposition contraire de la législation applicable).
- 29.8. Le paiement du solde final est subordonné à l'exécution par le Consultant de toutes ses obligations relatives à la mise en œuvre de toutes les étapes ou parties des prestations et à l'approbation par le Pouvoir adjudicateur de l'étape ou partie finale des prestations. Le paiement final n'est effectué qu'après que le rapport d'avancement final et le décompte final, désignés comme tels, ont été présentés par le Consultant et approuvés et jugés satisfaisants par le Pouvoir adjudicateur.
- 29.9. Si l'une des situations suivantes survient et persiste, le Pouvoir adjudicateur peut, par notification écrite adressée au Consultant, suspendre en tout ou partie les paiements dus à ce dernier au titre du Contrat :
- (a) le Consultant manque à ses obligations relatives à la mise en œuvre des tâches/Services ; ou
 - (b) toute autre situation dont le Consultant est responsable au titre du Contrat et qui, de l'avis du Pouvoir adjudicateur, entrave ou menace d'entraver la bonne mise en œuvre du projet ou du Contrat.
- 29.10. Tous les paiements effectués par le Pouvoir adjudicateur sur le compte bancaire indiqué dans le Contrat n'auront d'effet libératoire que par rapport à l'obligation de paiement supportée par le Pouvoir adjudicateur.
- 29.11. Sauf si les dispositions de la Sanction l'autorisent, le Pouvoir adjudicateur n'effectuera plus et le Consultant ne demandera plus aucun paiement au titre du présent Contrat à compter de la date d'un

Événement lié à une Sanction, y compris si lesdits paiements portent sur une prestation de Services antérieure audit Événement lié à une Sanction. Pour lever toute ambiguïté, les paiements ainsi annulés ne sont pas recouvrables.

Article 30 GARANTIE FINANCIÈRE

- 30.1. Si le préfinancement mentionné à l'article 7.2 des Conditions particulières est supérieur à 100 000 euros, ou si aucun document probant relatif aux critères de sélection n'a été remis, le Consultant doit fournir la copie originale d'une garantie financière signée pour le montant total du préfinancement. La garantie financière, qui doit être approuvée par le Pouvoir adjudicateur, est constituée selon le modèle prévu au Contrat et est fournie sous la forme d'une garantie bancaire à première demande, émise et signée par un établissement financier disposant d'une notation minimale de qualité investissement attribuée par l'une des principales agences de notation internationales. Cette garantie financière doit conserver sa validité et demeurer susceptible d'être appelée et exécutoire jusqu'à sa libération, conformément à l'article 30.5 ou à l'article 30.6, selon le cas, par le Pouvoir adjudicateur par simple restitution de la copie originale de la garantie financière au Consultant.
- 30.2. La garantie financière est fournie sur papier à en-tête de l'établissement financier qui la délivre et la signe, en utilisant le modèle figurant dans le dossier d'appel d'offres.
- 30.3. Si la garantie financière cesse d'être valable, callable, payable ou exécutoire, et si le Consultant ne renouvelle pas sa durée de validité ou ne la rend pas callable, payable ou exécutoire, ou si l'établissement financier ne paie pas le Pouvoir adjudicateur malgré l'appel à ladite garantie financière, le Pouvoir adjudicateur peut opérer des retenues sur les paiements futurs dus au Consultant au titre du Contrat, à concurrence de la totalité des paiements déjà effectués, demander un remboursement au Consultant et (ou) résilier le Contrat si, le Pouvoir adjudicateur estime qu'il n'est pas possible de procéder à de telles retenues.
- 30.4. Si, pour une raison quelconque, le Contrat est résilié, la garantie financière peut être immédiatement invoquée et appelée en vue du remboursement du solde encore dû au Pouvoir adjudicateur par le Consultant, et ni le garant ni le Consultant ne peuvent différer ou empêcher le paiement ou s'y opposer pour quelque motif que ce soit.
- 30.5. Pour les contrats à prix unitaires, toute garantie financière existante est libérée lorsque le montant du préfinancement a été entièrement compensé par l'exécution par le Consultant des Services à concurrence d'un montant égal au montant de ce préfinancement, dont les pièces justificatives et la ou les factures correspondantes sont dûment établies et transmises par le Consultant au Pouvoir adjudicateur.
- 30.6. Pour les contrats à forfait, la garantie financière doit rester en vigueur jusqu'au paiement final effectué par la BEI au Consultant.

Article 31 RECOUVREMENT DES DETTES DU CONSULTANT

- 31.1. Le Consultant rembourse au Pouvoir adjudicateur tout montant versé en excédent du montant final dû, avant la date limite indiquée dans la note de débit, ce qui correspond à 45 jours après la date d'émission de celle-ci.
- 31.2. En cas de non-remboursement par le Consultant dans le délai ci-dessus, le Pouvoir adjudicateur peut majorer les montants dus d'un intérêt de retard au taux :
 - (a) appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C, lorsque les paiements sont effectués en euros, ou
 - (b) de réescompte appliqué par la banque centrale du pays partenaire si les paiements sont effectués dans la monnaie de ce pays,le premier jour du mois au cours duquel le délai a expiré, majoré de sept points de pourcentage. Les intérêts de retard s'appliquent à la période comprise entre la date limite de paiement et la date à laquelle le compte du Consultant est débité. Tout paiement partiel est imputé sur les intérêts de retard ainsi calculés.
- 31.3. Les montants à rembourser au Pouvoir adjudicateur peuvent être compensés par celui-ci avec toute somme due au Consultant à quelque titre que ce soit. Cela ne porte pas atteinte au droit du Consultant et du Pouvoir adjudicateur de convenir d'un remboursement échelonné.
- 31.4. Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des sommes dues au Pouvoir adjudicateur sont à la charge exclusive du Consultant.

Article 32 RÉVISION DES PRIX

Sauf disposition contraire des Conditions particulières, le prix global d'un contrat à forfait et les tarifs d'un contrat à prix unitaires ne sont pas révisés.

ARTICLE 33 PAIEMENT AU PROFIT DE TIERS

- 33.1. Les ordres de paiement en faveur de tiers ne peuvent être exécutés qu'à la suite d'une cession effectuée conformément à l'article 3.
- 33.2. Il incombe au Consultant et à lui seul de faire connaître les bénéficiaires de ces cessions.
- 33.3. En cas de saisie juridiquement contraignante sur les biens du Consultant, ayant une incidence sur les paiements qui lui sont dus au titre du Contrat, et sans préjudice du délai prévu à l'article 29, le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 60 jours, à compter du jour où la mainlevée définitive de la saisie-arrêt/la levée définitive de l'obstacle au paiement lui est notifié(e), pour reprendre les paiements au Consultant.

DÉFAUT D'EXÉCUTION, SUSPENSION ET RÉSILIATION

ARTICLE 34 DÉFAUT D'EXÉCUTION

- 34.1. L'une ou l'autre des Parties se trouve en défaut d'exécution du Contrat lorsqu'elle ne remplit pas l'une quelconque de ses obligations au titre de celui-ci.
- 34.2. Pour le Pouvoir adjudicateur, le défaut d'exécution se limite à une faute intentionnelle ou à une négligence grave.
- 34.3. En cas de défaut d'exécution du Contrat, la Partie lésée est en droit de recourir aux mesures suivantes :
 - (a) demande d'une indemnisation ; et (ou)
 - (b) résiliation du Contrat conformément à l'article 36 ou à l'article 37.
- 34.4. L'indemnisation peut prendre la forme :
 - (a) de dommages et intérêts ; ou
 - (b) d'une indemnité forfaitaire.
- 34.5. Dans tous les cas où le Pouvoir adjudicateur a droit à une indemnisation, celle-ci peut s'effectuer sans autre formalité par prélèvement sur toute somme due au Consultant ou en faisant appel à la garantie adéquate.
- 34.6. Le Pouvoir adjudicateur a droit à être indemnisé par le Consultant pour tout dommage constaté après l'achèvement du Contrat conformément au droit régissant celui-ci.

Article 35 SUSPENSION DU CONTRAT

- 35.1. Sans préjudice du droit du Pouvoir adjudicateur de résilier le Contrat en vertu de l'article 36, il peut à tout moment en suspendre tout ou partie (y compris les paiements), en particulier lorsqu'il estime que cette suspension est dans l'intérêt du projet ou lorsqu'il existe des erreurs, irrégularités ou fraude présumées ou avérées imputables au Consultant dans l'exécution d'un autre contrat financé par le budget de tiers mandants ou par le Pouvoir adjudicateur et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution du présent Contrat. La suspension prend effet à compter du jour de la réception, par le Consultant, de la notification écrite signifiée par le Pouvoir adjudicateur, ou à une date ultérieure précisée dans la notification elle-même.
- 35.2. Le Pouvoir adjudicateur suspend les paiements et (ou) l'exécution du Contrat :
 - (a) si la procédure d'attribution ou l'exécution du Contrat est entachée d'erreurs ou d'irrégularités substantielles ou d'une fraude présumée ou avérée. En outre, lorsque lesdites erreurs, irrégularités ou fraudes sont imputables au Consultant, le Pouvoir adjudicateur peut refuser d'effectuer de nouveaux paiements ou procéder au recouvrement des montants déjà payés, proportionnellement à la gravité de ces erreurs, irrégularités ou fraudes ; ou
 - (b) si le Pouvoir adjudicateur est tenu de le faire en vertu i) d'une demande du ou des fournisseurs du financement du Contrat, ou ii) des dispositions contractuelles entre lui-même et le ou les fournisseurs du financement du Contrat, selon les indications du contrat de services correspondant, des Conditions particulières ou des Termes de référence ; ou

- (c) s'il s'est produit un Événement lié à une sanction.
- 35.3. Pendant la période de suspension, le Consultant prend les mesures de protection nécessaires pour limiter toute perte et dûment soumettre dans les meilleurs délais, à l'approbation écrite du Pouvoir adjudicateur, une estimation des dépenses associées (les « **Frais d'atténuation** »). Sur présentation des justificatifs ou de toute autre pièce documentaire, le Pouvoir adjudicateur rembourse au Consultant tous les Frais d'atténuation approuvés, à moins que la suspension du Contrat ou des paiements en vertu de celui-ci ne soit décrétée conformément à l'article 35.2.
- 35.4. À l'exception des situations décrites à l'article 35.2, et sauf accord contraire conclu par écrit entre les Parties, la période maximale de suspension est de 90 jours civils. À l'expiration de ce délai, et avant de pouvoir exercer le droit prévu à l'article 37.1, point c), le Consultant demande au Pouvoir adjudicateur des instructions écrites concernant la reprise totale ou partielle du Contrat, ou sa résiliation.

Article 36 RÉSILIATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

- 36.1. Le Contrat est résilié de plein droit s'il n'a donné lieu à aucun paiement dans un délai de trois (3) ans à compter de sa signature par les deux Parties.
- 36.2. La résiliation s'entend sans préjudice des autres droits et compétences conférés par le Contrat au Pouvoir adjudicateur et au Consultant.
- 36.3. Outre les motifs de résiliation définis par ailleurs aux présentes Conditions générales, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat sur-le-champ par notification écrite adressée au Consultant dans l'un des cas suivants :
 - (a) la prestation des Services par le Consultant n'est pas en conformité, sur le fond, avec le Contrat ;
 - (b) le Consultant ne se conforme pas, dans un délai de quinze (15) jours, à une mise en demeure du Chargé des opérations d'assistance technique lui enjoignant de remédier à une négligence ou à un manquement à ses obligations au titre du Contrat, qui compromet sérieusement la bonne et ponctuelle prestation des Services ;
 - (c) le Consultant refuse ou omet d'exécuter correctement les ordres de service émanant du Chargé des opérations d'assistance technique ;
 - (d) le Consultant cède le Contrat ou sous-traite sans avoir obtenu l'autorisation du Pouvoir adjudicateur ;
 - (e) toute action, procédure judiciaire ou autre procédure engagée, dans une juridiction quelle qu'elle soit, ayant pour objet :
 - i. la cessation de paiements, un moratoire sur l'endettement, la liquidation, la dissolution, le redressement judiciaire ou la sauvegarde du Consultant ;
 - ii. un concordat, une cession de dette ou un accord amiable avec tout créancier du Consultant ;
 - ou
 - iii. la nomination d'un liquidateur judiciaire, d'un mandataire judiciaire (*receiver* ou *administrative receiver*), d'un administrateur judiciaire, d'un représentant désigné par l'autorité de contrôle, d'un gestionnaire imposé ou d'une autorité similaire à l'égard du Consultant ;
 - (f) le Consultant, ou un membre de son personnel, se trouve dans une situation de conflit ou de conflit d'intérêts potentiel, tel que défini à l'article 9 supra ;
 - (g) le Consultant a été reconnu coupable d'une infraction touchant à sa moralité professionnelle au terme d'un jugement ayant autorité de chose jugée ;
 - (h) le Consultant s'est rendu coupable d'une faute grave en matière professionnelle constatée par tout moyen que le Pouvoir adjudicateur peut justifier ;
 - (i) le Consultant a fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale propre à jeter le discrédit sur le Pouvoir adjudicateur ;
 - (j) le Consultant, à la suite de la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention financées par le budget de l'UE, a été déclaré en défaut d'exécution grave pour non-respect de ses obligations contractuelles ;

- (k) toute modification de l'organisation de l'entreprise qui entraîne un changement de la personnalité, de la nature ou du contrôle juridiques du Consultant, sauf si cette modification est consignée dans un avenant au Contrat ;
- (l) le Consultant omet de fournir les garanties ou l'assurance requises, ou la personne, la société ou l'établissement financier ayant fourni la garantie ou l'assurance sous-jacente n'est pas en mesure de respecter ses engagements ;
- (m) lorsque, après l'attribution du marché, la procédure de passation ou l'exécution du marché se révèlent entachées d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude ; ou
- (n) lorsqu'un Événement lié à une sanction se produit.

Avant ou au lieu de résilier le Contrat conformément au présent article, le Pouvoir adjudicateur peut suspendre les paiements à titre conservatoire et sans préavis.

- 36.4. Le Pouvoir adjudicateur peut ensuite achever lui-même la prestation des Services ou conclure un autre contrat avec un tiers, aux frais du Consultant. La responsabilité du Consultant pour retard dans l'exécution cesse immédiatement lorsque le Pouvoir adjudicateur résilie le Contrat, sans préjudice de toute responsabilité qui pourrait avoir déjà été engagée en vertu de celui-ci.
- 36.5. Dès la résiliation du Contrat ou la réception de la notification y afférente, le Consultant prend des dispositions immédiates pour mettre fin à la prestation des Services de manière rapide et ordonnée et en veillant à réduire les dépenses au minimum.
- 36.6. Le Chargé des opérations d'assistance technique détermine, dès que possible après la résiliation, la valeur des Services et toutes les sommes dues au Consultant à la date de résiliation.
- 36.7. Le Pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'effectuer de nouveaux paiements au Consultant tant que la prestation des Services n'a pas été achevée ; une fois qu'elle le sera, le Pouvoir adjudicateur pourra obtenir du Consultant le remboursement des frais supplémentaires éventuels liés à l'achèvement de la prestation des Services, ou verser tout solde dû au Consultant.
- 36.8. Si le Pouvoir adjudicateur résilie le Contrat, il est en droit, sans préjudice des autres recours prévus au titre du Contrat, de récupérer auprès du Consultant toute perte subie à concurrence de la valeur correspondant aux Services qui n'ont pas été achevés de manière satisfaisante, sauf disposition contraire des Conditions particulières ou des présentes Conditions générales.
- 36.9. Le Pouvoir adjudicateur peut, en plus des cas prévus à l'article 36.3, résilier le Contrat à tout moment et après avoir donné un préavis de 7 jours au Consultant.
- 36.10. Lorsque la résiliation n'est pas la conséquence d'un acte ou d'une omission du Consultant, d'un cas de force majeure ou d'autres circonstances indépendantes de la volonté du Pouvoir adjudicateur, le Consultant est en droit de réclamer, outre les montants qui lui sont dus pour les tâches déjà effectuées, une indemnité pour le préjudice subi, sur la base des pièces justificatives qu'il est tenu de fournir.

Article 37 RÉSILIATION PAR LE CONSULTANT

- 37.1. Le Consultant peut, après avoir donné un préavis d'un mois au Pouvoir adjudicateur, résilier le Contrat si le Pouvoir adjudicateur :
 - (a) ne lui paie pas les sommes dues au titre de tout certificat établi par le Chargé des opérations d'assistance technique après l'expiration du délai fixé à l'article 29 ; ou
 - (b) se soustrait systématiquement à ses obligations après des rappels écrits répétés ; ou
 - (c) suspend la prestation de tout ou partie des Services pendant plus de 90 jours pour des raisons non spécifiées au Contrat, ou pour des raisons non imputables au Consultant.
- 37.2. Cette résiliation s'entend sans préjudice des autres droits du Pouvoir adjudicateur ou du Consultant acquis au titre du Contrat.
- 37.3. En cas de résiliation de ce type, le Pouvoir adjudicateur indemnise le Consultant pour toute perte ou tout préjudice que celui-ci pourrait avoir subi. Ce paiement supplémentaire ne peut être tel que le total des paiements dépasse le montant indiqué à l'article 3 des Conditions particulières.

Article 38 FORCE MAJEURE

- 38.1. Aucune des Parties n'est considérée comme ayant manqué aux obligations qui lui incombent au titre du Contrat si elle est empêchée de les exécuter par un cas de force majeure survenant après la date de notification de l'attribution ou la date à laquelle le Contrat entre en vigueur.
- 38.2. On entend par « force majeure » aux fins du présent article, les cas fortuits, grèves, lock-out ou autres conflits du travail, les actes de l'ennemi, les guerres déclarées ou non, les blocus, les insurrections,

les émeutes, les épidémies, les glissements de terrain, les tremblements de terre, les tempêtes, la foudre, les inondations, les affouillements, les troubles civils, les explosions, les accidents nucléaires et tout autre événement similaire imprévisible, indépendant de la volonté de l'une ou l'autre des Parties et qu'aucune d'entre elles n'est en mesure de surmonter par l'exercice de la diligence requise.

- 38.3. Toute partie victime d'une situation de force majeure prend dans les meilleurs délais toutes les mesures raisonnables pour mettre fin à son incapacité à remplir les obligations qui lui incombent au titre du présent Contrat.
- 38.4. Nonobstant les dispositions de l'article 19 et de l'article 35, le Consultant n'a pas à répondre d'indemnités forfaitaires ou n'est pas tenu responsable d'une résiliation pour défaut d'exécution si et dans la mesure où son retard d'exécution ou tout autre manquement à ses obligations au titre du Contrat résulte d'un cas de force majeure. De même, le Pouvoir adjudicateur n'est pas tenu responsable, nonobstant les dispositions de l'article 29 et de l'article 37, du paiement d'intérêts pour retard de paiement, pour inexécution de ses obligations ou en cas de résiliation du Contrat par le Consultant pour défaut d'exécution, si et dans la mesure où le retard du Pouvoir adjudicateur ou tout autre manquement à ses obligations résulte d'un cas de force majeure.
- 38.5. Si l'une des Parties considère qu'il s'est produit un cas de force majeure, susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution de ses obligations, elle en informe dans les meilleurs délais et par écrit l'autre Partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets probables de ces circonstances. Cette Partie est également tenue d'informer l'autre Partie, par écrit et dans les plus brefs délais, lorsque le cas de force majeure a pris fin et, par conséquent, reprendre dans les meilleurs délais l'exécution de ses obligations. Sauf instruction contraire donnée par écrit par le Chargé des opérations d'assistance technique, le Consultant continue d'exécuter ses obligations au titre du Contrat dans la mesure où cela lui est raisonnablement possible et s'engage à rechercher tous les autres moyens raisonnables afin de remplir les obligations non empêchées par le cas de force majeure. Le Consultant ne met en œuvre ces autres moyens que si le Chargé des opérations d'assistance technique lui en donne instruction.
- 38.6. Pour un marché à prix unitaires, si le Consultant encourt des coûts supplémentaires pour se conformer aux instructions du Chargé des opérations d'assistance technique ou utiliser les autres moyens visés à l'article 38.5, leur montant est certifié par le Chargé des opérations d'assistance technique dans la limite de la valeur maximale du Contrat.
- 38.7. Si un cas de force majeure survient et se poursuit pendant une durée de 180 jours, indépendamment de toute prorogation du délai de mise en œuvre des tâches accordée au Consultant de ce fait, chaque Partie peut notifier à l'autre, moyennant un préavis de 30 jours, sa décision de résilier le Contrat. Si, à l'expiration de cette période de 30 jours, le cas de force majeure persiste, le Contrat est résilié et les Parties sont de fait libérées de leur obligation d'en poursuivre l'exécution.

Article 39 DÉCÈS

- 39.1. Si le Consultant est une personne physique, le Contrat est résilié de plein droit en cas de décès de cette personne. Toutefois, le Pouvoir adjudicateur examine toute proposition faite par ses héritiers ou ses ayants droit s'ils ont notifié leur souhait de poursuivre l'exécution du Contrat dans un délai de 15 jours à compter de la date du décès. La décision du Pouvoir adjudicateur est communiquée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition.
- 39.2. Lorsque le Consultant est constitué de plusieurs personnes physiques et que l'une ou plusieurs d'entre elles décèdent, un rapport sur l'avancement de la prestation des Services sera établi d'un commun accord entre les Parties et le Pouvoir adjudicateur décide s'il y a lieu de résilier le Contrat ou d'en poursuivre l'exécution conformément à l'engagement pris par les survivants et par les héritiers ou ayants droit, selon le cas, dans les 15 jours qui suivent la date du décès. La décision du Pouvoir adjudicateur est communiquée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ladite proposition.
- 39.3. Ces personnes sont solidairement responsables de la bonne exécution du Contrat, au même titre que le Consultant. La poursuite de l'exécution du Contrat est soumise aux règles relatives à la constitution de toute garantie prévue au Contrat.